

Pionnières et pionniers valaisans du planning familial (1960-1980)

par

Anne-Françoise Praz
professeure d'histoire
contemporaine à l'Université
de Fribourg

C'était juste révolutionnaire, ça changeait la vie !

Soulager la misère, lutter contre l'avortement, réduire le nombre d'enfants pour assurer leur éducation et leur bien-être, vivre une sexualité épanouie, émanciper les femmes : tous ces arguments en faveur de la contraception ont été avancés dès la fin du XIX^e siècle.

Les historien-ne-s et démographes ont établi que le contrôle des naissances n'a pu se généraliser qu'à trois conditions. D'abord, les individus doivent avoir pris conscience de la possibilité d'agir sur la fécondité ; les naissances étaient autrefois considérées comme une fatalité, et leur contrôle impossible ou illégitime, par ignorance ou par idéologie. Ensuite, les individus doivent être motivés à limiter les naissances, en fonction d'objectifs propres. Il faut enfin disposer de moyens contraceptifs ; cette condition se heurte à des obstacles technologiques, à des coûts d'information et d'accès, à des interdits religieux. Les couples désireux de limiter la fécondité ont longtemps utilisé des moyens traditionnels (abstinence, coït interrompu). Pour stimuler la recherche et la disponibilité de moyens plus efficaces, des structures ont été mises en place, soit par décision gouvernementale, soit par une action de la société civile.

En Valais, ces débats et combats démarrent tardivement, mais le parcours de notre canton est intéressant à plus d'un titre. Ces discussions ont été très vives, et ainsi révélatrices de divers blocages. Surtout, la mise en place de structures d'information et d'accès à la contraception s'est effectuée par une mobilisation de la société civile, inédite en Suisse romande. Comment expliquer ce parcours, à la fois marqué par des retards et des innovations ? Quel a été le rôle des femmes dans ce processus ? Pour répondre à ces questions de recherche, situons d'abord le cas valaisan dans les débats plus généraux de l'histoire de la contraception.

UN CONTEXTE FAVORABLE AU DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES CONTRACEPTIVES

Après 1945, les pays occidentaux connaissent des transformations qui renforcent la prise de conscience et les motivations des individus à limiter les naissances, tout en réduisant les différents coûts de la contraception. Trois changements méritent ici l'attention, et nous examinerons leur impact dans le contexte valaisan.

La formation de la jeunesse : motivation du contrôle des naissances

Les travaux historiques montrent l'importance de la modification du statut de l'enfant, comme motivation des couples à limiter les naissances. Les parents ont cessé de le considérer comme un pourvoyeur de revenu, pour en faire l'objet d'un investissement accru en temps et en argent, afin d'assurer son bien-être et sa formation ; mieux garantir l'avenir des enfants est aussi dans l'intérêt des parents, en termes de satisfaction affective, de réputation sociale et de soutien en cas de maladie ou de vieillesse. Cette stratégie familiale constitue une réponse aux exigences de la



Ecole ménagère, Riddes, 1956. (Joseph Couchepin, MV-Martigny)

«deuxième révolution économique» engagée en Occident dès les années 1870 déjà. Elle est caractérisée par l'alliance entre savoir scientifique et production, ainsi que par l'extension des marchés qui multiplie les tâches de coordination et provoque l'explosion du tertiaire. Une amélioration générale des compétences devient nécessaire à tous les niveaux de l'échelle socioprofessionnelle. Les pouvoirs publics encouragent voire contraignent les parents à investir dans l'éducation, en instaurant la scolarisation primaire obligatoire (en 1874 pour l'ensemble de la Suisse) et en limitant le travail des enfants (en 1877). Cet investissement se renforce avec l'essor économique des années 1950-1960. Davantage de familles perçoivent les opportunités d'ascension sociale par le biais de la formation. Les pouvoirs publics instituent des formations post-primaires gratuites : apprentissages, écoles secondaires et supérieures. Mieux éduquée, la nouvelle génération est encore plus consciente de la nécessité de la contraception pour éviter un mariage précoce et assurer le bien-être familial. La formation des filles contribue en plus à changer les rôles de genre et renforce aussi leur motivation à contrôler la fécondité ; elle favorise leur accès à des informations sur la sexualité, à l'époque largement diffusées par l'écrit. Dans la période 1950-1970, le Valais n'est pas encore entré dans la deuxième révolution économique si l'on s'en tient à un indicateur grossier, la structure de la population active. Le secteur tertiaire n'occupe que 28 % des emplois en 1950, 32 % en 1960 et près de 40 % en 1970 ; il rattrape alors le secteur industriel et devient le plus grand pourvoyeur d'emplois, mais c'est tardif en regard de cantons voisins (le tertiaire domine dans le canton de Vaud en 1950 déjà). La main-d'œuvre valaisanne est occupée à 40 % dans l'agriculture en 1950, et la chute de ce secteur est rapide (25 % en 1960, 15 % en 1970)¹. Cette crise de l'agriculture, alors que l'industrie et le tertiaire n'offrent

¹ Données tirées de l'E-Atlas du Valais, www2.unil.ch/eatlas/vs/wp/?page_id=1010.



Cours d'économie familiale, Martigny, vers 1950. (Oscar Darbellay, MV-Martigny)

pas assez de débouchés, provoque un exode de population dont atteste le recensement fédéral de 1970 : pour 163 636 Valaisan-ne-s d'origine vivant dans le canton, on en compte 49 208 vivant dans un autre canton suisse.

La structure du marché du travail n'incite donc pas suffisamment les familles à investir dans la formation des enfants. Les efforts des pouvoirs publics en la matière sont d'ailleurs tardifs. La scolarité primaire passe de six à neuf mois par année avec la loi scolaire de 1962 seulement². Entre 1950 et 1970, les structures de formation post-primaire sont moins développées en comparaison suisse. Bien des familles, surtout si elles sont nombreuses, ne peuvent assurer une telle formation à tous leurs enfants. C'est encore plus vrai pour les filles, qui doivent souvent se contenter d'une année d'école ménagère. Et pour celles qui fréquentent le collège ou l'école normale, le contrôle de ces institutions par des religieuses annule en partie les effets émancipateurs de la formation.

Le contexte de la guerre froide : innovation technique et intervention étatique

Les contraintes socio-économiques renforcent la motivation des couples à limiter les naissances, et à long terme leur effet est déterminant sur la fécondité. Mais à court terme, les couples motivés peuvent se heurter à des obstacles quant à l'accès aux moyens ou à la légitimité de leur usage. Des développements au niveau international vont lever en partie ces obstacles.

Au sortir de la guerre, le mouvement en faveur du contrôle des naissances n'est implanté que dans quelques pays (Suède, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Etats-Unis). Une première conférence internationale débouche, en 1952, sur la fondation de l'International Planned Parenthood Federation (IPPF). Sous la nouvelle étiquette de « planning familial », celle-ci milite pour la formation de mouvements dans

d'autres pays du monde, diffuse de la documentation, organise des missions sur le terrain et propose des programmes de planning aux gouvernements.

L'essor de l'IPPF et de son budget ont intrigué l'historien Matthew Connelly³. Sa passionnante enquête révèle qu'à l'époque la croissance de la population des pays du Sud suscite l'inquiétude des gouvernements occidentaux. Ceux-ci redoutent la perte d'influence de l'Occident, ainsi que les troubles sociaux engendrés par l'essor démographique, susceptibles de favoriser la diffusion du communisme. Ils tentent d'utiliser l'ONU et ses agences pour instaurer des programmes de planning familial, mais ces initiatives se heurtent aux résistances des pays catholiques. Des organisations non gouvernementales, capables d'agir au-delà des cadres nationaux, apparaissent alors comme une alternative. En juin 1952, une conférence organisée par la Fondation Rockefeller réunit à New York diverses personnalités scientifiques et crée le Population Council, financé par les fondations Rockefeller et Ford, pour fonder des centres de recherche sur la population dans divers pays. L'IPPF, fondée en novembre de la même année, se présente comme intermédiaire pour diffuser de l'information, lancer des projets pilotes et tester des méthodes sur le terrain. Sa présidente, l'Américaine Margaret Sanger, obtient les fonds pour financer les recherches du Dr Pincus sur la pilule contraceptive et sur de nouvelles formules de stérilet. Selon Connelly, 40 % du budget de l'IPPF est fourni en 1960 par le gouvernement américain par le biais de son agence de développement (USAID).

Ainsi, les inquiétudes politiques liées à la population mondiale débloquent des crédits importants pour la mise au point de contraceptifs efficaces. Ces mêmes crédits financent une vaste campagne de presse, dont les échos sont repérables dans les journaux suisses et valaisans : l'explosion démographique est présentée comme une urgence comparable au

² RAUSIS 2016, p. 221.

³ CONNELLY 2008.

danger atomique. A travers ces articles, une série d'énoncés sont proposés comme des évidences: l'essor de la population est un problème, la contraception est la solution, il est donc légitime de l'utiliser. Dans certains journaux, l'analyse de contenu permet de repérer un glissement intéressant: le problème de la surpopulation du tiers-monde sert d'introduction ou de prétexte pour évoquer des problèmes de population en Suisse, pour lesquelles la contraception constituerait aussi une réponse légitime. Ainsi, les textes évoquent l'augmentation des avortements, les difficultés des familles nombreuses, le problème des mariages précoces, source de pauvreté et d'incompétence parentale, l'arrivée de familles immigrées, dont les enfants réputés nombreux pèseront sur les infrastructures de logement et de scolarisation.

Ces articles intéressent notre problématique, car ils exposent la question contraceptive dans l'espace public. Or, les travaux historiques l'ont montré, les trois conditions de généralisation du contrôle des naissances (prise de conscience et légitimité, motivation, baisse des coûts de la contraception) sont plus rapidement remplies quand il existe un débat public sur le sujet. Par exemple, John Caldwell a souligné la coïncidence entre le début de la transition démographique en Angleterre (1880) et le procès des premiers militants pour l'information sur la contraception, gagné au terme d'une vive polémique⁴. Bien des couples anglais ont alors pris conscience de la possibilité de limiter les naissances et l'ont mise en œuvre avec les moyens dont ils disposaient. Pour notre période, l'effet de telles campagnes médiatiques est encore accru puisque la presse touche une population bien plus importante, sans compter l'effet de la radio et de la télévision, qui transcendent les frontières cantonales.

Certains gouvernements cantonaux se révèlent attentifs aux coûts que risque d'engendrer l'absence de contraception efficace. Ne faudrait-il pas que l'Etat réagisse en favorisant

l'information sur ce sujet? L'idée de centres régionaux de planning familial progresse et se concrétise selon des formules variées: centre cantonal public (Genève, 1965), structure privée subventionnée (Vaud, 1967), service municipal (Neuchâtel, 1968). Autant de réalisations, présentées et commentées dans les médias, qui alimentent encore le débat. Quant au gouvernement valaisan, il est bien loin d'une telle réflexion au cours des années 1960, avec pour conséquence une exportation des problèmes liés à la fécondité. L'émigration des jeunes vers les autres cantons réduit la pression de la population sur les budgets. Les Valaisannes se font avorter dans les cantons de Vaud ou Genève, qui ont élargi dès 1955 les indications



Sion, 1965. (Philippe Schmid, MV-Martigny)

⁴ CALDWELL 1999.

pour l'avortement thérapeutique, sans parler de l'avortement clandestin⁵. Surtout, les questions de sexualité et de contraception relèvent du monopole de l'Eglise catholique, que ce gouvernement conservateur n'envisage nullement de contester. Au sein des Eglises pourtant, un nouveau discours émerge, qui s'avère intéressant en lien avec les trois conditions énoncées ci-dessus.

Le nouveau discours des Eglises : valoriser la sexualité conjugale et encadrer la contraception

Dès 1945, les élites religieuses s'inquiètent de la relative liberté de mœurs dans les pays bouleversés par le conflit mondial, en particulier l'Allemagne. Elles perçoivent que les positions chrétiennes en matière de sexualité constituent un facteur important d'abandon de la religion. Des théologiens et pasteurs protestants renouvellent alors leur discours, afin de retrouver une adhésion et une audience publiques sur ce thème : le christianisme ne serait en rien hostile au plaisir sexuel et la sexualité maritale procurerait une extase bien plus profonde que tout autre libertinage ! L'un des auteurs les plus populaires en Allemagne est un médecin protestant suisse, le Dr Théodore Bovet, qui fonde en 1949 à Zurich une première Evangelische Eheberatung et anime, dès 1957 à Lausanne, la consultation médico-sociale de mariage. Ses ouvrages réfutent des idées préconçues : « Bien des femmes s'imaginent que la volupté n'est faite que pour l'homme, et qu'elles doivent se contenter plus ou moins passivement de la lui procurer. Cette conception, très répandue, a été fatale pour le bonheur de nombreux couples. »⁶ La valorisation du plaisir sexuel conjugal constitue une légitimation implicite du contrôle des naissances.

Des théologiens catholiques déclarent également que l'union des corps fait partie intégrante de la sacralité du mariage, à l'instar de Hans Wirtz, dont l'ouvrage *Vom Eros zur Ehe*, paru



Messe, Valais, vers 1960. (*Treize Etoiles*, MV-Martigny)

⁵ Jusqu'en 1974, une Valaisanne désireuse d'obtenir un avortement thérapeutique doit faire avaliser son cas par un médecin, puis obtenir du conseiller d'Etat en charge de la santé publique la désignation d'un

deuxième médecin expert, moyennant un entretien au Département.

La procédure est utilisée deux fois en 30 ans : un refus, une acceptation.

⁶ BOVET 1947, p. 26.

en 1946, obtient l'imprimatur du Vatican. L'expérience française des Equipes Notre-Dame (END) revalorise aussi l'amour conjugal. Fondées en 1939 par des couples parisiens qui sollicitent l'abbé Henri Caffarel pour réfléchir à la dimension spirituelle du mariage, ces équipes de « foyers » essaient en France. Dès 1952, l'abbé organise des conférences et retraites pour fiancés, animées par des prêtres et des couples laïcs. Cette démarche donne naissance aux Centres de préparation au mariage (CPM), dont le principe est exporté en Suisse romande. Mais sur la contraception, la ligne directrice ne dévie pas du discours du Vatican. Pour réagir à l'action du Mouvement français pour le planning familial et à l'ouverture de son premier centre d'accueil à Grenoble (1961), le 3^e congrès des CPM décide la fondation du CLER⁷, une association de promotion de la régulation des naissances selon la doctrine catholique. Celle-ci profite des recherches du médecin Guy Van der Stappen, de Nantes, qui a affiné la méthode Ogino par la courbe thermique⁸. Ce discours tranche avec le traditionnel fatalisme catholique, selon lequel les parents sont censés accepter « tous les enfants que Dieu leur donne ».

Ce rapide survol oriente notre axe de questionnement pour structurer et comprendre l'histoire du planning familial en Valais : pourquoi et comment les conditions de généralisation du contrôle des naissances ont-elles été modifiées ? Le contexte nous invite à examiner le rôle de trois acteurs capables d'accélérer ou ralentir le changement : l'Eglise catholique et ses associations, le gouvernement cantonal, et enfin les mouvements sociaux. Ces acteurs n'interagissent évidemment pas en vase clos : nous avons déjà souligné l'importance du débat public suscité à l'époque

par les questions sexuelles, répercuté par la presse, la radio et bientôt la télévision, de plus en plus présente dans les foyers valaisans.

DES FOYERS CATHOLIQUES DIFFUSENT LA MÉTHODE THERMIQUE : AUDACE ET PRUDENCE EXTRÊME

Sauver l'institution du mariage face à la hausse des divorces, c'est le souci du chanoine Tscherrig, responsable de la pastorale des fiancés à l'Evêché de Sion. Vers 1960, il s'en ouvre au couple Yvonne et André Savioz, très actif dans les Equipes Notre-Dame et l'Action catholique. Les Savioz engagent une réflexion avec d'autres « foyers », dont Michèle et Wolfgang Loretan, futur conseiller d'Etat (1965-1977). Le thème de la régulation des naissances s'impose. « On a compris que c'était souvent un problème dans les couples, raconte M^{me} Loretan ; ce problème, ça les bloquait par rapport à l'Eglise, parce que bon, chacun s'arrangeait comme il voulait ; et puis, c'était un problème qui n'était *pas débattu* [...] un problème informulé qu'on a osé mettre à jour. » Notre témoin insiste sur l'aspect novateur de la démarche : discuter de sexualité conjugale, « ça, c'était alors très, très nouveau ! »⁹. Elle atteste de l'existence d'une motivation des couples à limiter les naissances, désignée ici comme « le problème ». Une Commission romande du mariage, fondée en 1960, sollicite la participation de l'Evêché de Sion. Délégué à Lausanne, le couple Savioz y rencontre le chanoine Joseph Putallaz, curé de Salvan, ainsi que sa paroissienne Angèle Bochatay, assistante sociale, qui se sont documentés sur la méthode thermique. Ces deux acteurs sont invités en août 1962 à la réunion constitutive d'une section de la Commission diocésaine du mariage, qui réunit sept laïcs

⁷ Acronyme du Centre de liaison des équipes de recherche Amour et Famille.

⁸ La femme prend sa température chaque matin et la note sur un graphique adapté. L'infécondité est déclarée à partir du troisième jour consécutif de température haute et stable (donc après l'ovulation)

jusqu'aux règles suivantes. Une méthode relativement efficace mais astreignante, avec un pourcentage important de courbes difficiles à interpréter.

⁹ Une nouveauté qui choquait même certains prêtres, selon Michèle Loretan. Entretien du 14 octobre 2011, à Sion.

et deux ecclésiastiques¹⁰; des médecins y seront associés. Une structure d'aide aux couples est imaginée, à deux niveaux : un centre de consultation et d'information, animé par Angèle Bochatay, qui entame une formation à l'Institut de recherches sexologiques et familiales de l'Université de



Le chanoine Joseph Putallaz, curé de Salvan et initiateur d'une expérience de diffusion de la méthode des températures. (Archives de l'Abbaye de Saint-Maurice)

Louvain; des « foyers-pilotes », à savoir des couples utilisant la méthode thermique, qui initieraient et suivraient les personnes envoyées par l'animatrice du centre.

Sans attendre cette structure, le chanoine Putallaz lance dès l'hiver 1962 « l'expérience de Salvan ». Il invite les jeunes « qui fréquentent sérieusement » ainsi que les couples de moins de 25 ans de mariage à des soirées où il expose la méthode thermique, intégrée dans une spiritualité conjugale renouvelée. La conférence d'un médecin, membre fondateur du CLER, attire un nombreux public. Les couples intéressés sont invités à se renseigner auprès de ceux qui expérimentent déjà la méthode : une communication horizontale inédite se met ainsi en place sur des questions jusqu'ici taboues. En juin 1963, « le nombre de foyers qui utilisent et se sont informés les uns les autres sur l'abstinence périodique et la courbe thermique doit pouvoir être estimé à une quarantaine », affirme le chanoine¹¹.

Un curé s'interroge

« Les problèmes conjugaux constituaient une part de ma lourde angoisse de prêtre. Le difficile accord 'expression d'amour' et 'fécondité responsable' me paraissait insoluble; comme tant d'autres prêtres, j'avais l'impression de donner des conseils, de culpabiliser sans apporter la moindre aide, même aux plus généreux. [...] Que pouvait donc penser le Dieu d'amour de l'amour humain si limité, si difficile, si entaché aussi de possible égoïsme? Comment admettre sans sourciller que l'homme puisse se servir de la femme pour se défouler, alors que la femme, résignée, voire révoltée ou affolée, gémissait si souvent de devoir être disponible pour avoir la paix. Je cherchais, je priais, je discutais, sans cesse mécontent des solutions proposées par les manuels de morale. »

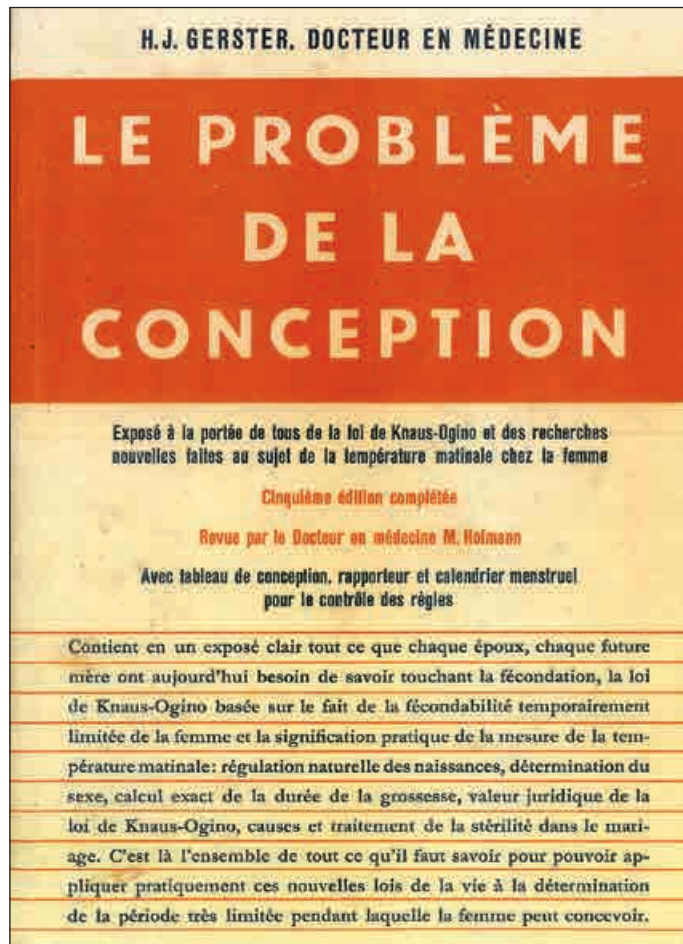
(Chanoine Joseph Putallaz, *L'aumônier du barrage*, Lausanne, 1998, p. 139)

¹⁰ Les couples Savioz, Loretan et Veuthey, Irène Seppay, de l'Action catholique des jeunes filles, l'abbé Oggier, curé du Sacré-Cœur, l'abbé Bérard, de l'Action catholique des hommes, superviseur

spirituel. AES, Pastorale de la famille, Commission valaisanne de mariage 1962-1969, cote 399, n° 275.

¹¹ CLER 1963.

Certes, l'expérience se déroule à une petite échelle. Mais en regard des trois conditions dont nous analysons l'évolution, elle est significative. Comme moyen contraceptif, la



Un ouvrage de vulgarisation sur la méthode thermique, retrouvé dans la table de nuit d'une jeune épouse valaisanne des années 1960. (Archives privées)

méthode représente une nouveauté en 1962 : on ne parle pratiquement pas encore de la pilule¹², et les centres de planning romands sont au stade des discussions. Interviewés par la Télévision suisse romande lors de sa première émission sur la contraception, deux couples révèlent à quel point la prise de conscience de la possibilité d'échapper à la fatalité des naissances a changé leur vie et leur relation¹³. Ils soulignent l'innovation que représente le fait de discuter de sexualité et de collaborer dans ce domaine. L'historienne anglaise Kate Fischer, sur la base de ses enquêtes d'histoire orale, a souligné l'importance de cette communication entre époux, puisque à cette période les méthodes contraceptives disponibles requièrent l'initiative masculine¹⁴. Sans compter qu'elle inaugure un fonctionnement conjugal plus égalitaire, où les femmes peuvent davantage faire valoir leurs intérêts. Cette coopération renforce l'idée que la contraception est « l'affaire du couple », ce qui est susceptible de favoriser leur autonomie future face à la hiérarchie ecclésiale. Cette émancipation est même encouragée par le mode de diffusion choisi, puisque ce sont des couples qui en instruisent d'autres. Malgré sa conformité doctrinale, la méthode thermique s'avère donc potentiellement subversive !

Cette potentialité se heurte à l'encadrement étroit et à l'extrême prudence de la Commission diocésaine du mariage. « Nécessité de ne pas aller trop vite mais de ne pas attendre », telle est l'injonction paradoxale d'un procès-verbal de 1963. Toute son activité démontre la crainte d'ouvrir le débat. En janvier 1963, un médecin de la commission « se demande si notre population est mûre pour des conférences publiques » ; les abbés du CLER sont invités à s'exprimer devant des publics restreints (médecins, clergé). La commission travaille en secteurs pour rechercher des « foyers-pilotes », mais discute des candidats avant de les

¹² L'Office intercantonal de contrôle des médicaments vient d'autoriser sa commercialisation en Suisse [1961].

¹³ www.rts.ch/archives/tv/information/continents-sans-visa/3436690-le-planning-familial.html.

¹⁴ FISCHER, SZRETER 2010.

contacter. La formation technique de ces couples, ponctuée de retraites spirituelles, se poursuit jusqu'en octobre 1966, date des premières conférences locales. Auparavant, ils ont passé des tests sur leur connaissance de la méthode ; on suggère de leur poser aussi des « colles morales », dont les réponses devraient être basées « sur un bon sens catholique ». L'idée n'est pas retenue, mais indique bien le souci d'alignement doctrinal. Lorsqu'un curé impatient évoque « la nécessité pour les confesseurs d'avoir dès maintenant des adresses où envoyer les pénitentes », la commission autorise en octobre 1965 certains foyers « sûrs » à commencer leur action « avec discrétion et prudence [...] pour les besoins urgents ».

La collaboration avec le chanoine Putallaz et Agnès Bochatay s'enlise dans des conflits sur l'organisation du centre dont le financement n'est d'ailleurs pas assuré. Les archives à ce sujet sont silencieuses jusqu'au 1^{er} janvier 1969, date d'une lettre envoyée à tous les curés du Valais romand pour les informer de l'existence à Sion d'un « Centre de consultations conjugales ». Pour l'ouverture officielle, la conférence publique de la D^{resse} Michèle Guy, spécialiste de la méthode thermique, fait salle comble à l'aula du Collège de Sion. « C'était plein, plein, plein, se souvient Michèle Loretan. Alors là, ça a été un moment pour nous de lait et de miel, on a vu que ça répondait à un besoin. Tout ce public ! » Mais ce succès vient trop tard par rapport aux méthodes désormais disponibles et à l'avancée du débat. M^{me} Loretan reconnaît d'ailleurs l'activité réduite du centre. Nous avons retrouvé des chiffres dans les archives de l'Office familial de Fribourg, avec qui elle est en contact. On y apprend que le centre s'occupe très peu de consultation conjugale (6 cas en 1969, 3 en 1970), plutôt de promotion de la méthode thermique (38 cas en

1969, plus que 16 en 1970). Le salaire de la permanente est payé par une subvention du Département des finances, dirigé par Wolfgang Loretan¹⁵.

A la fin des années 1960, la diffusion de la contraception en Valais reste fermement encadrée par l'Eglise, avec le soutien de l'Etat, alors que l'encyclique *Humanae vitae* (1968) confirme la rigidité doctrinale de Rome sur la contraception. Tout autour, le monde bouge... et le Valais aussi : mai 68 révèle une jeunesse impatiente de bousculer les modèles traditionnels, on parle de libération des femmes, les premières élues valaisannes entrent au Conseil national en 1971 et au Grand Conseil en 1973. Mais au contraire des cantons protestants romands et même du canton catholique de Fribourg dès 1973, le gouvernement valaisan s'ingénie à bloquer tout changement en matière d'information sexuelle et d'accès à la contraception. Ces crispations n'empêchent pas la fécondité des Valaisannes d'amorcer un recul important dans la décennie 1960. Même si cette fécondité demeure la plus élevée de tous les cantons romands et de presque tous les cantons suisses, juste derrière celle d'Appenzell (RI).

Indicateur conjoncturel de fécondité par canton¹⁶

Canton	1949-1952	1959-1962	1969-1972	1979-1982
Valais	3,30	3,36	2,53	1,75
Fribourg	3,10	3,18	2,41	1,64
Vaud	1,90	2,00	1,70	1,38
Neuchâtel	1,80	1,99	1,89	1,38
Genève	1,30	1,68	1,49	1,25
Suisse	2,37	2,51	2,05	1,54

(Office cantonal de la statistique de Genève, 1993)

15 « Mon mari nous a beaucoup soutenus, précise M^{me} Loretan, mais ce n'était pas reconnu, ce n'était pas officialisé ; chaque année il fallait retrouver cet argent. » Les archives de l'Office familial de Fribourg indiquent pour le centre valaisan la somme de 20 000 francs par an.

16 Il s'agit du nombre moyen d'enfants par femme en âge de concevoir, les femmes non mariées étant aussi comprises. La moyenne camoufle la distribution selon le nombre d'enfants par famille, occultant la persistance de familles nombreuses.

LE GOUVERNEMENT VALAISAN : STRATÉGIES DE BLOCAGES ET IDÉOLOGIE NATALISTE

Face à ce contexte en mutation, les stratégies de blocages du gouvernement valaisan font figure de combat d'arrière-garde. Une première stratégie visible consiste à ralentir au maximum les processus parlementaires. Ainsi, la question écrite du député Pierre Rossier sur l'éducation sexuelle, déposée au Grand Conseil en novembre 1970, ne reçoit sa réponse qu'en octobre 1971, sous forme d'une promesse de commission. Mandatée en 1972, la commission rend un rapport favorable à l'éducation sexuelle à l'école, posant quelques jalons dans un langage prudent. Le rapport est oublié dans un tiroir et une nouvelle commission, présidée par un médecin engagé dans l'association Oui à la vie, est nommée en 1974 pour « approfondir la question ». Interpellé par la députée Cilette Cretton, le chef du Département de l'instruction publique invoque la nécessité de « ne pas se laisser entraîner par une pression quelconque pour aborder convenablement l'enseignement de ce que j'appelle avec fierté les problèmes de l'amour humain »¹⁷. Un processus similaire est à l'œuvre pour la question écrite du député Jean-Pierre Glassey, en mai 1973 : « Le Conseil d'Etat ne pense-t-il pas qu'il appartient aux autorités cantonales de créer ou de promouvoir des centres de planning familial régionaux ? » La réponse, en février 1974, propose une commission, mandatée au printemps 1975, alors que les députées Marie-Jo de Torrenté et Jacqueline Pont redéposent une question écrite sur le sujet. Une seconde stratégie consiste à maintenir un cadrage religieux et moral du problème, au détriment d'une approche en termes de santé publique, ce qui revient à délégitimer l'action de l'Etat dans ce domaine. En novembre 1973, lors d'une consultation fédérale sur les réglementations de l'avortement, le Conseil de santé avait conclu à la nécessité



Députée radicale au Grand Conseil et présidente de l'AVESP, Cilette Cretton est en première ligne du combat pour l'institution du planning familial et de l'éducation sexuelle.
Cilette Cretton, 1973. (Treize Etoiles, MV-Martigny)

¹⁷ LILIANE VARONE, « Interpellé au sujet de l'éducation sexuelle, M. Antoine Zufferey s'estime calomnié », in *Tribune-Le Matin*, 17 mai 1975, p. 5.

de « réaliser des centres de planning familial dans des délais rapides ». Mais le Conseil d'Etat désavoue les initiatives de son Conseil de santé en confiant la question des centres de consultation au Département de l'instruction publique ! Dans



Törbel, 1974. (Oswald Ruppen, MV-Martigny)

18 AEV, Lettre du conseiller d'Etat Antoine Zufferey au député Jean-Pierre Glassey, 19 août 1974.

19 AEV, Lettre du Dr Jean-Pierre de Kalbermatten au conseiller d'Etat Arthur Bender en charge de la santé publique, 20 février 1974.

20 Ce rapport n'est pas rendu public, mais des journalistes réussissent à se le

sa réponse au député Glassey, le conseiller d'Etat Antoine Zufferey estime que « la question qui se pose à l'heure actuelle est davantage celle d'une crise de la famille » ; il invoque la nécessité d'un examen attentif de « la répartition des tâches entre le secteur public et privé dans ce domaine »¹⁸. C'est en vain que le Dr de Kalbermatten, membre du Conseil de santé, s'étonne que l'autorité ne considère pas cette question du planning familial comme « un problème normal de santé publique » ; les médecins, ajoute-t-il, constatent « le désarroi de nombreuses jeunes femmes face à la vie sexuelle du couple, l'absence totale d'instruction dans ce domaine, [...] la crainte perpétuelle d'une grossesse [et la] dégradation de l'atmosphère familiale »¹⁹.

La relative absence du corps médical dans le débat intrigue. Plusieurs auteurs ont en effet montré que le désintérêt des médecins pour la contraception disparaît au début des années 1960, avec l'arrivée de la pilule contraceptive sous prescription médicale, qui leur ouvre un nouveau champ de compétences et élargit leur clientèle. En Valais, on peut supposer que la division idéologique des médecins sur ces questions, avivée par le débat sur l'avortement, empêche le corps médical de se constituer en acteur de poids face au gouvernement. La volonté gouvernementale de maintenir la question dans le domaine de la foi et de la morale se confirme dans le rapport de 1976, en réponse à la question Glassey²⁰. Les considérations générales sur la famille et la politique familiale occupent 40 pages sur 70, avec une référence explicite aux enseignements de l'Eglise ; au chapitre des propositions, la conception chrétienne vient en tête des principes mentionnés. Si le rapport approuve en conclusion la création de centres de « consultation familiale », c'est à condition qu'ils œuvrent « dans le sens du respect de la nature et des droits de la famille »²¹.

procurer. JEAN STEINAUER, « Politique familiale et politique démographique : débat nébuleux en Valais », in *Choisir*, n° 203, novembre 1976.

21 AEV, Rapport de la Commission chargée de l'étude des problèmes relatifs à la création des centres de consultation familiale, 1976. Les citations des paragraphes suivants sont issues de ce document.

Sur une dizaine de pages, le texte se fait l'écho d'inquiétudes démographiques qui rappellent certains discours des années 1930-1940. Les taux de natalité, de fécondité, de reproduction et de mortalité générale, ainsi qu'un indice de vieillissement démographique sont convoqués pour aboutir à un constat alarmiste : la population valaisanne risque bientôt de ne plus assurer le remplacement des générations. Une deuxième condition est donc posée aux futurs centres de consultation familiale : éviter de favoriser la dénatalité. Ainsi, la politique démographique se réduit au nombre d'habitants ; à aucun moment le rapport n'envisage le contrôle des naissances sur le plan de la santé et la formation des jeunes ou du bien-être des familles. Il assimile plutôt un tel contrôle au « rejet de l'enfant », associé au « problème toujours plus important de l'activité professionnelle exercée par la femme mariée ». Cette réflexion démographique n'intègre pas non plus l'émigration des jeunes vers les autres cantons, un problème bien plus important que celui de la dénatalité pour assurer au canton « son avenir et lui conserver son dynamisme », selon les termes du rapport.

Enfin, dernière condition mentionnée, ces centres devront « apporter sur le plan familial et social toute l'aide possible pour conserver à la maternité et à la famille leur dignité ». Cette formulation sibylline fait sans doute référence au débat sur l'avortement lancé par l'initiative des délais, dont la votation s'approche (1977)²². C'est également la question de l'avortement qui obligera les cantons à harmoniser leurs politiques en matière d'information et de disponibilité de la contraception, puisqu'une loi fédérale de 1981 leur impose d'instituer « des centres de consultation pour tous les problèmes relatifs à la grossesse ». Mais dans l'intervalle, la société civile valaisanne s'est mobilisée.

²² « L'avortement n'est pas punissable s'il est pratiqué par un médecin autorisé durant les 12 premières semaines de la grossesse. »
Le 25 septembre 1977, l'initiative est refusée de justesse par 994 677 voix contre 929 239, et approuvée seulement par huit cantons à majorité protestante. A peu de choses près, c'est le même texte qui sera approuvé en 2002.

DES MOUVEMENTS SOCIAUX S'ORGANISENT POUR DÉPASSER LES BLOCAGES

Au début des années 1970, la sexualité envahit l'espace public : la presse et les médias s'enhardissent sur des sujets aussi délicats que l'impuissance, la frigidité, l'homosexualité. Durant l'hiver 1973-1974, à l'enseigne de *Parlons-en*, la Radio suisse romande ouvre son antenne à celles et ceux qui souhaitent s'exprimer et poser des questions sur la vie sexuelle et affective ; chaque semaine, le standard est saturé d'appels. « Une brèche s'était ouverte », écrit Marie Anna Barbey²³. Le Valais n'échappe pas à ces secousses. Même le Synode diocésain se révèle plus progressiste que le gouvernement. En novembre 1974, il adopte le texte « Mariage et famille », qui demande la création de centres de consultation et stipule le devoir de chaque couple de planifier sa famille, de prévenir les grossesses non désirées. Et voilà que la jeunesse s'impose comme nouvel acteur du débat²⁴. En septembre 1974, le Festival de Saphin haut offre durant deux week-ends aux Valaisan·ne·s « l'occasion de parler de problèmes rarement ou difficilement abordés dans notre canton » ; parmi ces sujets scabreux, les questions de sexualité, de contraception, d'avortement et de « liberté féminine »²⁵. A l'issue de l'événement, un Groupe femmes Valais est constitué, qui milite notamment pour l'initiative des délais.

Ces développements montrent le changement rapide des conditions de généralisation du contrôle des naissances. La prise de conscience de la possibilité d'échapper à la fatalité reproductive s'est largement diffusée. Au niveau de la deuxième condition, une transformation centrale intervient : la diversité et l'individualisation des motivations.

²³ BARBEY 2009, p. 54.

²⁴ La presse contestataire s'empare du sujet : « La peur des mots. Dossier avortement : le cas du Valais », in *Tout va bien*, n° 41, septembre 1977, p. 2-6.

²⁵ Groupe femmes Valais, in *Femmes suisses et le Mouvement féministe*, novembre 1978, p. 12.



Le festival folk de Sapinhaut, en septembre 1974, offre un espace inédit en Valais pour des débats publics sur des thèmes controversés. (Jean-Paul Maeder)

Les couples mariés, désireux de sauvegarder leur harmonie et de mieux assurer l'avenir des enfants, côtoient désormais les jeunes célibataires qui veulent vivre leur sexualité, les femmes revendiquant le droit au contrôle de leur corps. Pour ces acteurs-trices, il n'est plus pensable qu'une autorité politique ou religieuse entrave l'accès aux contraceptifs existants au mépris des droits individuels en matière de sexualité et de reproduction. Or, à la fin de l'année 1974, il n'existe en Valais qu'un unique centre, informant sur la méthode thermique.

Pour lever les obstacles à la réalisation de la troisième condition (libre accès aux moyens), le coup d'accélérateur survient en juin 1975 avec la fondation de l'AVESP ou Association valaisanne pour l'éducation sexuelle et le

planning familial. L'initiative est lancée à Martigny par le pasteur Pierre Wanner et un groupe de personnes parmi lesquelles le Groupe femmes Valais. L'une de ses membres, Cilette Cretton, députée au Grand Conseil (parti radical), en accepte la présidence. Selon les statuts, l'AVESP vise à « promouvoir le planning familial en Valais et à favoriser une information sexuelle objective et l'éducation permanente dans ce domaine » ; elle se déclare neutre d'un point de vue religieux et politique. « Le meilleur remède à l'avortement, c'est l'éducation et le planning. Je ne cesserai jamais de dénoncer l'hypocrisie qui nous afflige », déclare le pasteur Wanner à l'hebdomadaire *Construire*, en déplorant le « tourisme gynécologique » qui oblige les Valaisannes à se rendre dans d'autres cantons exposer leurs problèmes²⁶.

AVESP: une séance de fondation houleuse

« Le nœud du problème fut celui du droit des parents [...] les positions étaient claires : d'un côté (celui des 'problèmes de l'amour humain'), on défendit que la famille était le centre d'information premier et idéal, l'école n'étant là que pour seconder ; de l'autre (celui du 'phénomène de la sexualité') on estimait que les parents n'étaient pas nécessairement les premiers éducateurs, ceci étant l'affaire de spécialistes [...] On en revenait toujours à l'alternative : conception globale de l'amour humain, avec premier rôle aux parents, ou conception limitée à la sexualité, les parents n'étant que tolérés. De nombreuses questions n'ont pu être abordées, ne serait-ce que celle – puisqu'on a même parlé d'apprentissage de l'amour assez tôt [...] – du Code pénal suisse qui protège de façon absolue l'enfance jusqu'à 16 ans. Ce serait dire combien 'd'attentats à la pudeur des enfants' on devrait enregistrer... à moins de changer le code ! »

[« Education sexuelle et planning familial. Séance très animée et constitution de l'AVESP », in *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, 13 juin 1975, p. 21]

« Je me rappelle que la soirée a été terrible, on avait fait cela à Sion à l'Hôtel du Cerf [...] on s'attendait à avoir 50-60 personnes [...] et on en a eu 300. Mais on était incapable de savoir si on avait plus d'opposants. Jusqu'au moment où on a fait voter si on crée ou non l'association. En revanche l'attaque a été virulente [...] Ils avaient sorti l'artillerie lourde pour empêcher l'association de se créer. Et puis à un moment donné, je me rappelle que Pascal Couchepin [qui préside la séance] a dit maintenant on a assez discuté, on va voter. On s'est alors rendu compte qu'on était 200 et les autres une centaine [...] Il a dit maintenant tous ceux qui ont voté contre la création de cette association sont priés de sortir, car on va discuter les statuts et on ne peut pas le faire avec des gens qui sont opposés. Il a fait une pause, et quand on est revenu, il y en avait tout autant, et ensuite ils ont attaqué chaque article après l'autre [...] bref ils avaient tout fait pour bloquer, c'était violent. »

[Témoignage de Cilette Cretton, présidente de l'AVESP, entretien du 20 juin 2013, à Martigny]

²⁶ J.Bd, « Education sexuelle. Divorce », in *Construire*, août 1975 [date exacte et pages illisibles].

L'événement secoue l'immobilisme ambiant, à commencer par les milieux catholiques. Au cours de l'année 1975, la Commission diocésaine du mariage se transforme en Association valaisanne du mariage (AVM). Celle-ci efface



Affiche de l'AVM, 1978. (MV-Sion, Coll. spéciales. DR)

son étiquette confessionnelle mais continue à s'inspirer de « la conception chrétienne de l'homme et du mariage [pour] favoriser l'épanouissement du couple par toute mesure appropriée »²⁷. Le témoignage de Michèle Loretan nous aide à décrypter ce texte : « Je suis allée chez M^{gr} Schwery avec l'abbé Bérard et je me souviens lui avoir dit qu'il fallait faire une information objective sur tous les moyens. Donc, nous ne pouvons plus nous appeler Commission diocésaine du mariage, nous ne pouvons plus nous limiter à ça [...] il y a des gens qui ne peuvent pas faire autrement que d'employer des moyens autres. Je me souviens lui avoir dit : 'On ne peut pas désespérer les gens.' »²⁸ Interviewée en 1975 dans le même article de *Construire*, M^{me} Loretan annonce la volonté de l'AVM de « multiplier en Valais la création de centres d'inspiration chrétienne », qui informeront néanmoins sur toutes les méthodes.

Alors que l'AVM cherche à s'élargir, des initiatives émergent dans d'autres localités, écartant toute étiquette religieuse. En novembre 1975 à Sierre, un groupe d'étude rédige le projet d'un centre de planning ouvert à tous, sans considérations d'ordre politique, religieux ou de l'âge des consultants. Le comité de l'Association sierroise pour l'information et le planning familial réunit trois médecins et des personnalités locales représentant divers milieux ; ses adhérents paient une cotisation qui finance en partie le projet. Dès novembre 1976, Geneviève Schwéry, première conseillère, reçoit les personnes intéressées dans un local de l'Hôtel de Ville. Une plaquette « planning familial » sur un bâtiment officiel, « c'était déjà un élément interpellant pour la population », dit-elle, tant le terme était jugé « progressiste et très porteur de peurs »²⁹. A Monthey, le Conseil communal décide en juillet 1976

²⁷ Extrait des statuts de l'AVM, p. 57 du rapport cité plus haut (note 21).

²⁸ Entretien du 14 octobre 2011, à Sion.

²⁹ Entretien du 29 juillet 2011, à Sierre. « Planning familial, cela veut dire que vous allez donner la pilule à des gamines de 15 ans ! Vous allez introduire la licence, la liberté sexuelle », se serait exclamé un homme politique connu lors de l'assemblée constitutive.

l'ouverture du Centre interrégional de régulation des naissances et d'aide aux couples (CIRENAC) pour l'ensemble du Chablais. Le président du comité précise que « le CIRENAC s'est constitué de façon à ne pas entrer dans le cadre de l'une des deux sociétés existant déjà en Valais, soit l'AVM et l'AVESP »³⁰. Cette attitude s'explique par les relations conflictuelles entre celles-ci, en particulier sur le site de Martigny : une collaboration est d'abord prévue pour l'ouverture d'un centre, mais l'AVM ouvre finalement le sien de manière unilatérale.

Pour les centres de Monthey et de Sierre, les rapports avec l'AVM sont sous-tendus par une question financière : l'AVM, qui chapeaute les centres de Sion et Martigny, est l'association officiellement reconnue pour recevoir la subvention cantonale destinée à la consultation familiale. « C'est Michèle Loretan, présidente de l'AVM, qui au fond peut distribuer ou non de l'argent à Monthey et Sierre, explique Geneviève Schwéry, [...] elle avait un peu la liberté de nous subventionner ou pas [...] on devait parfois faire un peu profil bas pour obtenir un peu d'argent. »³¹ Les conflits s'apaiseront grâce à des personnalités charnières et à l'évolution de M^{me} Loretan « qui a accepté de se laisser interpellier ».

Un autre facteur accélère la convergence des approches et ainsi l'accès aux moyens : la formation commune des conseillères. Dès 1976, toute conseillère engagée dans un centre de planning suisse doit disposer d'une formation médicale ou sociale et effectuer une année obligatoire de spécialisation. En Suisse romande, celle-ci se déroule au CHUV à Lausanne, où les aspirantes se retrouvent chaque mois pour des cours et des séminaires : une identité professionnelle commune émerge. « Cela fait qu'il y a eu une unité entre les conseillères, extraordinaire », déclare

M^{me} Schwéry. « Celles engagées par Martigny et par Sion, et aussi par Monthey et Sierre, sur le terrain, elles parlaient le même langage, elles avaient la même éthique. Et moi, je prétends que c'est elles qui ont fait changer leurs comités. » Le témoignage de Martine Rigo, du centre de Monthey, confirme les difficultés rencontrées durant les années 1976-1979 : le Conseil communal et le comité lui interdisaient de recevoir les jeunes de moins de 16 ans et voulaient contrôler ses campagnes d'information, remplaçant le terme de « contraception » par « régulation des naissances ». M^{me} Rigo a ainsi dû se battre jusqu'à menacer de démissionner, afin d'obtenir une information libre et un centre ouvert à tous sans limite d'âge, conformément au projet d'origine.

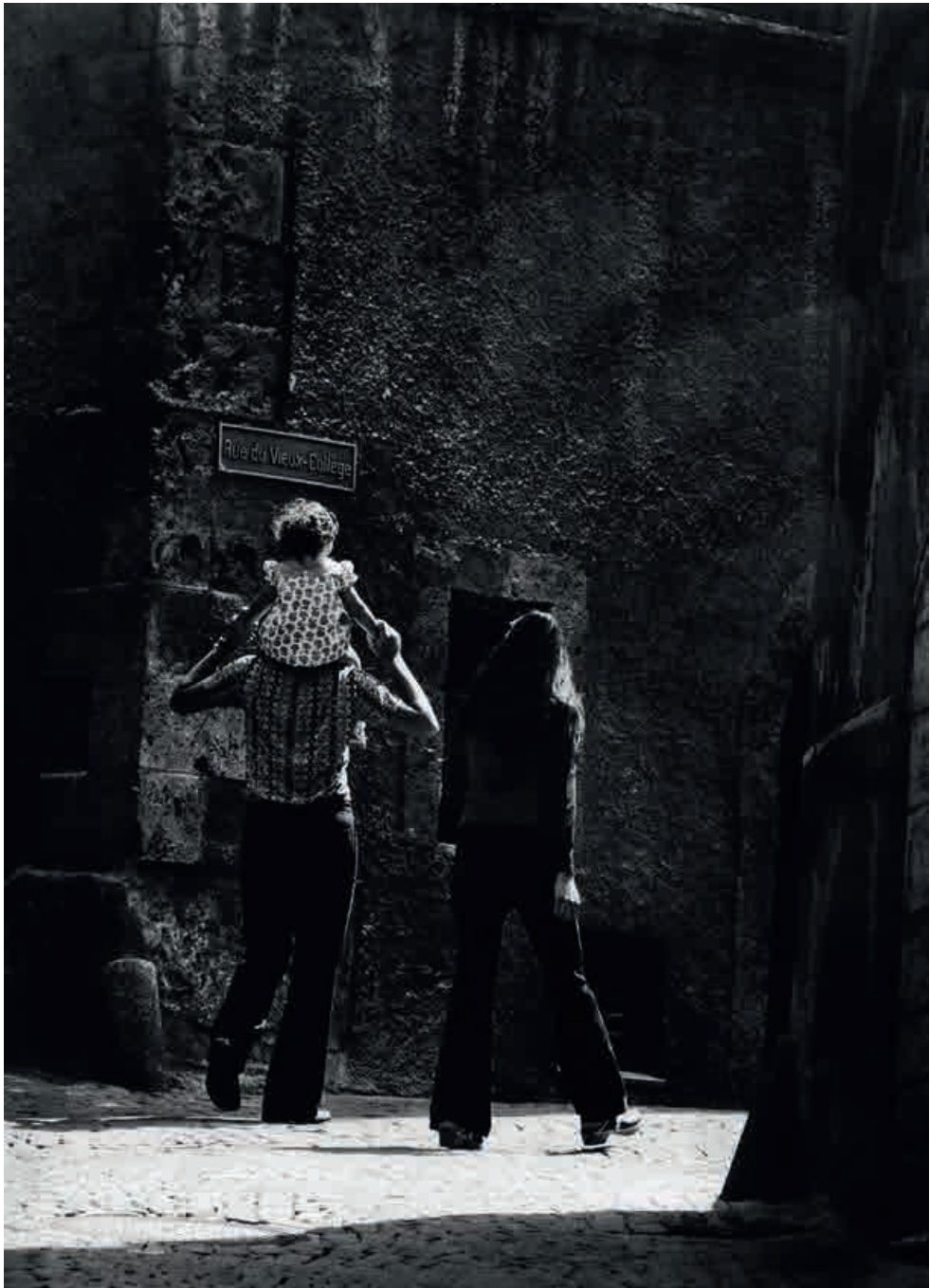
Un changement de société

« Au début, il y avait en tout cas 80 personnes dans les assemblées générales [...] je vous parle de Sierre, à la fin des années 1970. Il y avait un mouvement, les gens payaient individuellement. On était vraiment portées par ce comité et par cette association. Les gens sont restés fidèles [...], nous ont vraiment beaucoup aidés. Surtout en parlant juste. Quand les gens disaient : 'C'est quoi ce truc ? Distributeur de pilules, avortement', ils nuançaient, ils disaient : 'Non, c'est pour apprendre, c'est pour connaître.' Car vous avez oublié, beaucoup de jeunes ont oublié, c'était juste révolutionnaire, ça changeait la vie, le planning, la contraception. On a oublié, ça a révolutionné les rapports hommes-femmes, les femmes elles-mêmes. C'est pourquoi ce métier est extraordinaire, on a été à la base d'un mouvement, d'un changement de société. »

(Témoignage de Geneviève Schwéry, conseillère en planning familial, entretien du 29 juillet 2011, à Sierre)

³⁰ SET, « Régulation des naissances et aide au couple. Information avant tout – Pas de prescriptions », in *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, 2 octobre 1976, p. 17.

³¹ Entretien du 29 juillet 2011, à Sierre. Nous n'avons pas trouvé jusqu'à quand cette situation perdure, mais la loi fédérale de 1981 doit probablement y mettre fin.



Sion, 1973. (*Treize Etoiles*, MV-Martigny)

CONCLUSION : DU CAS VALAISAN À L'HISTOIRE GÉNÉRALE DU CONTRÔLE DES NAISSANCES

L'histoire du planning familial en Valais tranche avec celle de la plupart des autres cantons, dont les gouvernements ont pris le leadership de la mise en place d'une telle structure. Cette inertie du système politique s'explique d'abord par une pression moindre des transformations économiques, avec le retard du tertiaire et la persistance de l'activité agricole, qui réduisent aussi les motivations des familles à limiter les naissances. Par ailleurs, la possibilité d'exporter les problèmes, réduit également cette pression, tout en écartant une partie de la jeunesse (masculine) susceptible d'exprimer son mécontentement dans les urnes. Pour assurer sa base électorale, le gouvernement conservateur mise davantage sur le maintien de l'idéologie catholique, et entrave donc l'ouverture d'un débat sur les questions sexuelles, qui risquerait de mettre en péril l'influence du clergé.

A long terme cependant, ces blocages idéologiques et politiques sont battus en brèche par les transformations économiques. Une étude plus approfondie, et susceptible d'être généralisée à d'autres cantons, pourrait analyser les liens entre niveaux de fécondité et structure du marché du travail, de manière comparative au niveau local. Dans ce sens, il serait intéressant de repérer le changement qu'a représenté l'essor du tourisme, dès la fin des années 1960, ainsi que l'impact d'une formation post-primaire généralisée et laïque des filles.

Notre travail a accordé une place importante à la levée des blocages liés à la possibilité et à la légitimité du contrôle

des naissances. A ce titre, le rôle des milieux catholiques se révèle paradoxal. Des laïcs engagés et des prêtres saluent l'innovation de la méthode thermique, qui ouvre aux couples la possibilité de limiter les naissances sans conflit de conscience. Mais en aucun cas la hiérarchie ecclésiale n'entend leur confier la liberté et la responsabilité de leur vie sexuelle. Cette volonté de contrôle des consciences se révèle progressivement intenable, à mesure que le débat public dans les médias romands insiste sur la liberté individuelle en matière sexuelle et que la technologie offre des méthodes moins contraignantes et plus efficaces.

Face à la crispation doctrinale de l'Eglise et aux blocages du gouvernement conservateur, c'est finalement la société civile qui fait éclater les barrières. Des structures associatives autonomes émergent, soit pour provoquer un débat nécessaire, soit pour organiser des plannings familiaux dans certaines villes ; des autorités locales prennent aussi des initiatives similaires. Cette mobilisation actionne en Valais le processus de « transition vers une société ouverte », théorisée par North, Wallis et Weingast, qui se caractérise par la décentralisation des décisions, la réduction des monopoles de pouvoir, la circulation des informations, permettant ainsi d'augmenter les opportunités de politiques efficaces³². Or, dans cette action de la société civile, les femmes sont au premier plan, comme politiciennes, comme médecins, et surtout comme conseillères en planning familial. Ces dernières, fortes d'une identité professionnelle commune et d'une ouverture acquise au contact de leurs collègues romandes, ont contribué à promouvoir l'autonomie des femmes et des hommes dans les moments charnières de leur vie.

³² NORTH, WALLIS, WEINGAST 2010.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Archives

Archives de l'Evêché de Sion (AES)

Pastorale de la famille, Commission diocésaine de mariage 1962-1969, cote 399, n° 270-309.

Archives de l'Etat du Valais (AEV)

Centres de consultation familiale, 5700-1986/62, réf. 121-122.

Conseil de santé, 5700-1986/62, réf. 181-183.

Rapport de la Commission chargée de l'étude des problèmes relatifs à la création des centres de consultation familiale, Département de l'instruction publique, 1976.

Bulletin des séances du Grand Conseil, 1970-1975.

Archives de la Ville de Fribourg

Office familial de Fribourg, notes d'entretien avec M^{me} Loretan, date non indiquée [début 1971].

Archives personnelles de Cilette Cretton

Divers documents et coupures de presse, statuts de l'AVESP.

Témoignages

Entretiens de l'auteure avec :

Michèle Loretan, ancienne membre de la Commission diocésaine pour le mariage, puis présidente de l'Association valaisanne pour le mariage ;

Geneviève Schwéry, première conseillère de l'Association sierroise

pour l'information et le planning familial ;

Cilette Cretton, ancienne députée au Grand Conseil et présidente de l'Association valaisanne pour l'éducation sexuelle et le planning familial (AVESP).

Du Cirenac au Sipe : Martine se souvient. Les souvenirs de Martine Rigo, conseillère et fondatrice, récit recueilli par Manuelle Fracheboud, SIPE, Monthey, 2006.

Articles et monographies

BARBEY 2009

MARIE ANNA BARBEY, *Eros en Helvétie*, Genève, 2009.

BARBEY 2012

MARIE ANNA BARBEY, *Des cigognes à la santé sexuelle*, Lausanne, 2012.

BOVET 1947

THÉODORE BOVET, *Pour devenir femme*, Lausanne, 1947.

CALDWELL 1999

JOHN CALDWELL, « The delayed western fertility decline : an examination of English-speaking countries », in *Population and Development Review*, 25-3, 1999, p. 479-513.

CLER 1963

[S.n.], « L'expérience de Salvan (Suisse), Interview de M. le chanoine Putallaz, curé de Salvan, et de Mlle A. Bochatay, assistante sociale », in *Fiches documentaires du CLER*, Lyon, n° 20, novembre-décembre 1963, p. 311-319.

CONNELLY 2008

MATTHEW CONNELLY, *Fatal misconception. The struggle to control world population*, Londres, 2008.

FISCHER, SZRETER 2010

KATE FISCHER, SIMON SZRETER, *Sex before the sexual revolution. Intimate life in England 1918-1963*, Cambridge, 2010.

GERSTER 1940

HANS JACOB GERSTER, *Le problème de la conception*, Zurich, 1940 (1^{re} éd., suivie de plusieurs autres complétées par l'introduction de la méthode thermique).

GUMY, KRAUS 2017

CHRISTEL GUMY, CYNTHIA KRAUS, « Désirer : une histoire de la sexologie à Lausanne (1950-2000), in *Revue suisse d'histoire*, 67-1, 2017, p. 79-100.

HERZOG 2005

DAGMAR HERZOG, *Sex after fascism*, Princeton, 2005, p. 72-80.

MOREL, MERCIER, DÉPRAZ 1973

JOSETTE MOREL, MARLYSE MERCIER, BÉATRICE DÉPRAZ, *Etude des réalisations actuelles en matière de planning familial et d'éducation sexuelle en milieu scolaire dans les cantons de Fribourg, Genève, Neuchâtel, Valais, Vaud*, travail présenté à l'Ecole d'études sociales et pédagogiques de Lausanne, Lausanne, 1973.

NORTH, WALLIS, WEINGAST 2010

DOUGLASS NORTH, JOHN JOSEPH WALLIS, BARRY R. WEINGAST, *Violence et ordre sociaux*, Paris, 2010.

PRAZ 2005

ANNE-FRANÇOISE PRAZ, *De l'enfant utile à l'enfant précieux: filles et garçons dans les cantons de Vaud et Fribourg (1860-1930)*, Lausanne, 2005.

PRAZ 2014

ANNE-FRANÇOISE PRAZ, « Mariés pour le meilleur et pour le pire. La création et les débuts du Service de consultation conjugale », in DAVID LOERTSCHER (dir.), *De la bienfaisance à la bientraitance. L'Office familial de Fribourg, une histoire centenaire*, Fribourg, 2014, p. 39-50.

PUTALLAZ 1998

JOSEPH PUTALLAZ, *L'aumônier du barrage*, Lausanne, 1998, p. 139-141.

RAUSIS 2016

JULIE RAUSIS, « Le lent passage à la scolarité annuelle », in *Annales valaisannes*, 2016, vol. 1, p. 215-229.

SEVEGRAND 1995

MARTINE SEVEGRAND, *Les enfants du bon Dieu. Les catholiques français et la procréation au XX^e siècle*, Paris, 1995, p. 188-235.

WALCH 2002

AGNÈS WALCH, *La spiritualité conjugale dans le catholicisme français*, Paris, 2002, p. 429-435 et 462-472.



Festival de Sapin haut, 1974. (Philippe Schmid, MV-Martigny)